

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

L'école publique au temps du néolibéralisme : l'urgence d'agir

Flavie Achard, Wilfried Cordeau et Jean Trudelle

Numéro 26, automne 2021

L'école publique au temps du néolibéralisme : l'urgence d'agir

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/96589ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Achard, F., Cordeau, W. & Trudelle, J. (2021). L'école publique au temps du néolibéralisme : l'urgence d'agir. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (26), 8–12.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2021

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'école publique au temps du néolibéralisme : l'urgence d'agir

Introduction au dossier

Flavie Achard, Wilfried Cordeau, Jean Trudelle

Quarante années de néolibéralisme ont profondément marqué les sociétés modernes, du moins les sociétés occidentales. Pas nécessairement au même rythme d'un pays à l'autre, ni avec la même profondeur d'un secteur à l'autre. Mais durant ces décennies, l'État-providence a été systématiquement sapé, en particulier dans ses missions phares que sont la santé et l'éducation, par une conjugaison d'offensives à la fois internes et externes aux États-nations.

L'idéologie du « tout au marché » et la recherche effrénée de productivité ont graduellement gangrené les systèmes d'éducation et aggravé au passage les inégalités que l'école publique, après la période d'après-guerre, était censée compenser.

La Suède, qui passait il n'y a pas si longtemps pour un modèle progressiste, a donné il y a quelques années la pleine liberté de choix aux parents de l'établissement scolaire de leur enfant, avec pour résultats une concurrence exacerbée entre les écoles ainsi que des reculs importants en matière d'équité et de qualité éducative. La relation pédagogique est devenue, là comme dans beaucoup de pays, une relation « client-prestataire » et les entreprises privées pullulent dans le champ scolaire. On exige dorénavant des enseignantes et des enseignants qu'ils obtiennent des résultats, on leur impose des redditions de comptes étouffantes. Le métier de professeur-e ne séduit plus, on quitte la profession, on commence à parler d'une pénurie – doit-on s'en étonner ? – à laquelle on pourrait bien répondre par une baisse des qualifications d'entrée à la profession. Inutile de mentionner que les inégalités scolaires, pendant ce temps, s'accroissent.

On retrouve les mêmes visées mais une stratégie différente en France, où la récente réforme du ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer a accentué la concurrence en l'instaurant explicitement à tous les étages du système. Là encore, la transposition d'une logique marchande à l'école s'accompagne d'une volonté de mettre au pas les enseignantes et les enseignants, mais aussi de procéder à la « suppression de toute structure indépendante du pouvoir pour évaluer l'efficacité des réformes en cours¹ ».

Cette situation se retrouve dans deux pays qui pouvaient jusque là se réclamer d'une vision sociale-démocrate et républicaine de l'école. Ailleurs, où régnait déjà une vision marchande, les choses ont empiré. Aux États-Unis, où l'on retrouve des écoles à charte, des conditions de travail misérables et des études supérieures hors de prix, le système scolaire n'a pas vraiment progressé depuis le fameux rapport *A nation at Risk* de John Gardner, qui avertissait déjà, dans les années 1980, des conséquences délétères d'un système scolaire laissé à l'abandon. Pourrait-on voir là une explication partielle des succès du populisme à la Trump ? Pendant ce temps s'implante dans des pays en voie de développement une privatisation effrénée de l'éducation. On ne parle même plus de partenariats privé-public mais, dans certains cas, d'une délégation complète de cette mission de l'État vers des firmes privées², qui non seulement font leur pain et leur beurre des subventions gouvernementales et parfois des droits de scolarité, mais en plus participent activement à une colonisation culturelle en imposant leur propre matériel scolaire.

Il ne s'agit pas seulement de livrer petit à petit l'école au marché, mais aussi de transformer en profondeur toute sa gestion. L'une des idées centrales de la nouvelle gestion publique (NGP) est cette quête affichée de la « qualité ». Il y a là un détournement de sens, qui obnubile le caractère politique de la définition des normes de cette qualité. Alors que l'éducation est un domaine relationnel, les normes de la NGP sont destinées souvent à n'être que l'instrument d'une efficience à tout prix, définie exclusivement à partir de critères quantifiés, et qui se traduit par l'imposition d'évaluations constantes, d'une recherche du travail à flux tendus³.

Faire le point

C'est avec cette toile de fond que ce dossier des NCS s'est construit : où en sommes-nous, au Québec, en matière d'éducation ? La Belle Province est-elle en reste, imperméable aux tendances et transformations qui affectent les systèmes éducatifs à travers le monde ? Subit-elle son propre modèle d'école néolibérale ? Les promesses sociétales sur lesquelles l'école québécoise, fleuron de la Révolution tranquille, s'est

1 Laurence De Cock, « Concurrence à tous les étages », *Le Monde diplomatique*, n° 177, hors-série, *Les combats de l'école*, juin-juillet 2021, p. 9.

2 Voir Curtis Riep et Mark Machacek, *Scalariser les pauvres pour faire des bénéfices : les innovations et les carences de Bridge International Academies en Ouganda*, Bruxelles, Internationale de l'éducation, 2016.

3 Connue aussi sous l'expression anglaise de « *just in time* ».

modernisée, tiennent-elles encore le coup ? Entrevoit-on des perspectives ou des voies alternatives, ou de résistance ?

Soyons francs : en sollicitant les autrices et les auteurs pour ce dossier, toutes et tous très engagés en éducation, nous ne nous attendions pas à autant de convergence, au fil des points de vue sur tant de sujets différents, pour tirer la sonnette d'alarme et constater ce que l'on pourrait appeler le gâchis néolibéral.

Wilfried Cordeau introduit le dossier en analysant le programme néolibéral de l'éducation véhiculé par les organisations internationales alors que Chloé Domingue-Bouchard offre un tour d'horizon assez direct sur la question au Québec. Jean Danis explique comment le remplacement, au secondaire, du cours d'économie par un cours d'éducation financière s'inscrit dans une vision entrepreneuriale de l'éducation où on oriente les élèves à se comporter eux-mêmes comme des entreprises.

Plusieurs enjeux traversent le demi-siècle qui vient de s'écouler, depuis le rapport Parent. Ainsi en est-il des inégalités scolaires : la Révolution tranquille envisageait de démocratiser l'école, qu'en est-il aujourd'hui ? Claude Lessard brosse un portrait de l'évolution de l'opposition entre école publique et école privée et démontre comment la différence entre les deux secteurs s'estompe. Jean Trudelle et collaborateurs examinent les conséquences néfastes de la prolifération des projets pédagogiques particuliers à l'école publique, malgré leur effet positif sur la motivation des enfants, et comment ces projets participent à l'émergence d'un véritable marché scolaire et à la ségrégation à l'école. Stéphane Vigneault, quant à lui, prend la mesure de ce que supposerait une lutte à cette ségrégation scolaire.

Pendant que Philippe Hurteau démontre comment le sous-financement de l'éducation fragilise la mission éducative depuis plusieurs années, Geneviève Fortier-Moreau pose la question de l'intégration des enfants en classe ordinaire sans ajout de ressources suffisantes. Par ailleurs, l'augmentation en flèche des cas de difficultés d'apprentissage n'est sans doute pas étrangère à l'explosion de la consommation des écrans cathodiques, au début des années 2000. David Auclair s'emploie à déconstruire le discours dominant sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) à l'école.

Derrière les mots, dans plusieurs textes, se profile la question centrale de la condition enseignante. Stéphanie Demers expose comment la nouvelle gestion publique a redéfini le travail enseignant et l'a déqualifié.

Dans le projet initial du rapport Parent, la formation professionnelle devait devenir une voie de formation valorisée. Mais son développement a connu plus que sa part de ratés et elle constitue, encore aujourd'hui, l'un des échecs de l'héritage éducatif de la Révolution tranquille. Pierre Doray s'inquiète à juste titre que ce problème passe encore sous le radar, pendant que Sébastien Bouchard cerne les enjeux actuels de ce pan important de notre système d'éducation passablement oublié par la gauche.

L'éducation populaire et l'éducation aux adultes donnent aussi l'impression d'être laissées pour compte, et Ronald Cameron le rappelle, en suggérant qu'il vaudrait la peine de revenir aux idées de Paolo Freire pour une pédagogie de la conscientisation.

D'autres enjeux ne sont apparus que plus tard au cours de ces cinq décennies. Ainsi en va-t-il de l'éducation à la petite enfance, dont Danielle Carbonneau et Carole Morache scrutent la dégradation du système des centres de la petite enfance et le déficit de services.

Nancy Wiscutie-Crépeau présente de son côté les défis d'un système scolaire autochtone au Québec, notamment la place et le statut des langues autochtones et la relève enseignante, et propose des pistes d'avenir dans une perspective de décolonisation et de réconciliation.

Bien que sans doute présentes depuis toujours, certaines réalités n'ont que depuis récemment droit de cité dans les débats sur l'éducation. Il en est ainsi du racisme à l'école sur lequel Chantal Ismé et Alain Saint-Victor font le point. Quatre enseignantes féministes, Élyse Bourbeau, Nathalie Peterson, Caroline Proulx-Trottier et Julie Robert, posent un regard de l'intérieur sur la réalité toujours présente à l'école des stéréotypes genrés.

L'urgence d'agir

Marcel Pinard propose, à la suite de l'abolition des commissions scolaires, une rénovation de l'exercice démocratique en éducation où tous les acteurs, citoyens et citoyennes, parents, élèves, personnels pourront participer véritablement au processus décisionnel.

Jean Trudelle, pour sa part, relate comment la dégradation du système scolaire a suscité, au cours des dernières années, plusieurs mouvements spontanés de résistance citoyenne, dont le Mouvement L'école ensemble qui prépare un plan contre la ségrégation scolaire et Debout pour l'école! qui publiera un livre au printemps 2022 pour documenter les principales lacunes du système et proposer des solutions. On assiste aussi à un certain nombre d'interventions publiques d'intellectuelles qui appellent à un débat public, soit sur la forme d'états généraux, d'une enquête publique ou d'un forum citoyen. Le terreau semble fertile.

Il est possible que l'humanisme porté par le rapport Parent ait pu servir, en partie, de paravent à la simple recherche d'une main-d'œuvre davantage qualifiée, dans un Québec au début de l'ère moderne. Mais il ne fait pas de doute qu'il y ait eu, chez plusieurs acteurs centraux de la conception et de la mise en oeuvre du rapport Parent, une authentique volonté de démocratisation et de valorisation d'une école émancipatrice. On pourrait en dire autant, jusqu'à un certain point, des attentes et de l'esprit qui animaient, il y a tout juste 25 ans, les États généraux sur l'éducation.

Les conditions sociales ont dramatiquement changé depuis les années soixante. Le système scolaire subit un retour en arrière de l'avis même de Guy Rocher, membre de la Commission Parent⁴. Il est urgent d'agir. Mais comme le dit le sociologue Antoine Baby, « Nous aurons une école néolibérale tant et aussi longtemps que nous aurons un gouvernement néolibéral⁵ ». Le combat de l'école est indissociable du combat politique. Aussi est-il temps de repolitiser l'éducation : elle doit redevenir l'affaire de la Cité, on doit redémocratiser son objet, redéfinir sa mission et sa finalité sociétales, et la remettre au cœur de la lutte pour la justice sociale. Nous souhaitons que ce dossier et les contributions variées qu'il propose sauront, même modestement, y contribuer.



Photo : André Querry

4 Entrevue à Radio-Canada, émission 24-60, 24 juin 2021.

5 Antoine Baby, « Un remède sociologique pour l'anxiété de performance des adolescents », *Le Devoir*, 21 juin 2021.